

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels


**COMMISSION POLITIQUE  
SPÉCIALE, 55<sup>e</sup>**

SÉANCE

Mardi 29 janvier 1952, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

## SOMMAIRE

Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce :	Page
b) Rapatriement des enfants grecs ; rapports du Secrétaire général et des organisations internationales de la Croix-Rouge (A/1848, A/1932, A/1933, A/AC.53/L.44, A/AC.53/L.51) [suite] .....	289

Président : M. Sélim SÄRPER (Turquie).

**Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : b) Rapatriement des enfants grecs ; rapports du Secrétaire général et des organisations internationales de la Croix-Rouge (A/1848, A/1932, A/1933, A/AC.53/L.44, A/AC.53/L.51) [suite]**

[Point 19\*]

1. M. LOPEZ (Philippines) rappelle que la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs a présenté le 22 novembre 1951 un rapport sur son activité au cours de l'année 1951. Par la suite, la Commission politique spéciale a ajourné (6<sup>e</sup> séance) le débat sur la question des enfants grecs en attendant les réponses des Gouvernements de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, et de la Tchécoslovaquie à la demande qui leur avait été faite de nommer des représentants auprès de la Commission permanente. Seul le Gouvernement tchécoslovaque a donné suite à cette demande, ce qui a permis de rétablir le contact interrompu depuis 1950 entre la Croix-Rouge tchécoslovaque et le Comité international de la Croix-Rouge. M. Lopez se félicite de ce résultat, et il déclare que le problème peut être envisagé avec un peu plus d'optimisme, en ce qui concerne tout au moins la Tchécoslovaquie. Il exprime l'espoir que les conversations entreprises avec le représentant de la Tchécoslovaquie ne sont qu'un début et qu'elles porteront leurs fruits. Il signale enfin que des informations sont parvenues de Hongrie, qui permettent d'espérer un rapatriement rapide des citoyens grecs qui se trouvent dans ce pays. Bien que ce rapatriement sorte du cadre des résolutions des Nations Unies sur les enfants grecs, il est de nature à intéresser la Commission parce que les familles rapatriées comprendront certainement des enfants.

2. M. KYROU (Grèce) rappelle tout d'abord qu'à la date du 15 février 1951 le Comité de la Croix-Rouge internationale et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge ont adressé aux comités centraux des sociétés nationales de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge, du Lion et du Soleil Rouges une circulaire constatant qu'en dépit des

démarches tentées auprès des autorités d'hébergement, ces dernières n'avaient encore formulé aucune proposition utile ou constructive. C'est ainsi notamment que les pays d'hébergement se sont abstenus de donner suite à une suggestion des deux organisations internationales précitées, tendant à déterminer les lieux où se trouvaient les enfants réclamés. C'est ainsi également que le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge ont adressé à chacun des pays d'hébergement des listes portant les noms des enfants réclamés, en demandant aux autorités de ces pays d'indiquer ceux des enfants mentionnés qui résidaient sur leur territoire ; seuls ont répondu les Croix-Rouges yougoslave et tchécoslovaque, comme en fait foi le rapport soumis le 3 août 1951 par le Comité international de la Croix-Rouge et par la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (A/1848). C'est ainsi qu'aucune suite n'a été donnée à une proposition des deux organisations internationales précitées, tendant à déléguer auprès des diverses sociétés de Croix-Rouge intéressées un représentant qui aurait pu procéder à l'examen des listes ; des conversations préliminaires ont été amorcées avec les Croix-Rouges bulgare et tchécoslovaque, mais n'ont pu être poursuivies ; les Croix-Rouges hongroise et roumaine ont gardé le silence.

3. En présence de ces échecs successifs, les deux organisations internationales de la Croix-Rouge ont tenté de réunir à Genève des représentants de toutes les organisations de Croix-Rouge des pays d'hébergement, ainsi que de la Croix-Rouge de Grèce. Les sociétés de Croix-Rouge de Hongrie et de Pologne n'ont pas répondu. Les organisations de Croix-Rouge de Bulgarie, de Roumanie et de Tchécoslovaquie ont décliné l'invitation sous des prétextes divers. La proposition n'a donc pas donné les résultats escomptés. Il en a été de même d'une autre proposition formulée le 9 mars 1951 et aux termes de laquelle le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge suggéraient à nouveau une réunion avec les organisations de Croix-Rouge bulgares, hongroises, roumaines et tchécoslovaques.

4. M. Kyrou rappelle que les efforts du Secrétariat des Nations Unies en vue de la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale n'ont pas davantage été couronnés de succès. Seuls les Gouvernements de la Grèce et de la Yougoslavie ont répondu à la lettre par laquelle le Secrétaire

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

général leur communiquait le texte de la résolution 382 C (V) adoptée le 1<sup>er</sup> décembre 1950 par l'Assemblée générale. Une tentative du Président de la Commission permanente pour entrer en contact avec les gouvernements des pays d'hébergement n'a pas abouti davantage.

5. C'est alors que la Commission permanente a proposé à la Commission politique spéciale, le 23 novembre 1951, d'ajourner l'examen de la question du rapatriement des enfants grecs afin de permettre au Président de l'Assemblée générale d'inviter les gouvernements intéressés à désigner des représentants qui devaient se réunir avec la Commission permanente, si possible le 15 décembre 1951 au plus tard. Seul, le Gouvernement de la Tchécoslovaquie a donné une réponse affirmative. M. Kyrrou est heureux de prendre acte de cette attitude favorable du Gouvernement de la Tchécoslovaquie. Il termine son exposé de l'histoire de la question en exprimant aux organisations internationales sa reconnaissance qui est à la mesure des efforts déployés, et non des résultats obtenus par ces organisations.

6. M. Kyrrou résume ensuite les arguments avancés par les gouvernements qui s'opposent au rapatriement des enfants grecs ; ces gouvernements soutiennent que cette question n'est qu'un thème de propagande utilisé par les pays occidentaux pour discréditer les démocraties populaires. Le Ministre des affaires étrangères de Roumanie s'est notamment attaqué à la Commission permanente, dont la création par l'Assemblée générale constituerait une violation des décisions antérieures de l'Assemblée ; en créant la Commission permanente, les Nations Unies auraient cherché à se servir de la question des enfants grecs pour entreprendre une campagne de calomnie contre les démocraties populaires. Il a été dit, d'autre part, que les listes établies par la Croix-Rouge hellénique étaient fausses. Enfin, les démocraties populaires ont motivé leur refus de rapatrier les enfants grecs en exprimant la crainte que ces enfants ne soient envoyés dans des camps de concentration.

7. M. Kyrrou fait justice de toutes ces affirmations. Pour ce qui est des insinuations concernant la Commission permanente, il rappelle que cette commission est composée de personnalités bien connues pour leur intégrité. Quant à la façon dont les listes ont été établies en Grèce, M. Kyrrou rappelle que le représentant de la Croix-Rouge tchécoslovaque a eu l'occasion d'en contrôler l'authenticité. En ce qui concerne, enfin, l'affirmation suivant laquelle les enfants rapatriés ne seraient pas rendus à leur famille, le représentant de la Grèce attire l'attention de la Commission sur le document A/1932, qui contient le rapport annuel du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ; ce document établit que les enfants rapatriés de Yougoslavie ont été immédiatement rendus à leur famille en présence du représentant de la Croix-Rouge internationale.

8. Poursuivant l'examen des prétextes invoqués par les États pour refuser de donner suite aux résolutions de l'Assemblée générale, le représentant de la Grèce examine les questions relatives à la détermination de la personne de qui doit émaner la demande de rapatriement. Il fait observer que les organisations internationales de Croix-Rouge ont, à plusieurs reprises, tenté de régler la question avec les États intéressés. En outre, les gouvernements des démocraties populaires ont tenté de déplacer la question en introduisant un élément nouveau. Ils ont réclamé le retour des enfants hébergés en Yougoslavie dans leurs familles qui, d'après eux, seraient installés sur le territoire des démocraties populaires. Un examen des trois résolutions pertinentes de l'Assemblée générale — résolutions 193 C (III), 288 B (IV) et 382 C (V) — établit que ces trois résolutions visent le rapatriement des enfants

grecs, c'est-à-dire le retour des enfants grecs à leur patrie. M. Kyrrou tient toutefois à déclarer que son gouvernement ne pense nullement refuser aux familles, quel que soit le lieu de leur résidence, le droit de réclamer leurs enfants dont elles se trouvent séparées ; mais il insiste sur la nécessité de veiller à ce que le retour de ces enfants dans leurs familles, lorsqu'elles résident dans les démocraties populaires, se fasse dans des conditions identiques à celles qui régissent le retour des enfants grecs au sein de leurs familles, en Grèce. Il demande que ce retour des enfants grecs dans les démocraties populaires soit entouré de toutes les garanties souhaitables.

9. M. Kyrrou signale enfin que les gouvernements des pays d'hébergement invoquaient, à l'appui de leur refus de rapatrier les enfants grecs, des considérations d'ordre politique, et expriment notamment le souci que les enfants soient éduqués conformément aux normes en vigueur dans les démocraties populaires. Le représentant de la Grèce signale à cet égard que des adolescents ont été mobilisés dans les rangs des partisans qui ont combattu contre la nation grecque. D'autres, plus jeunes, ont été soumis à un régime de travail forcé. Enfin, les gouvernements des démocraties populaires ont systématiquement tenté d'endoctriner les enfants grecs et de les dresser contre leur propre patrie. M. Kyrrou cite à l'appui de ses affirmations le texte d'une lettre du Secrétaire général du Parti communiste grec, M. Nicolas Zachariades, qui engage les enfants grecs déplacés en Tchécoslovaquie à apprendre le russe et à devenir de " véritables combattants révolutionnaires internationalistes ".

10. En terminant, le représentant de la Grèce demande à l'Assemblée générale de sauver les enfants grecs avant qu'il ne soit trop tard.

11. M. SALAZAR (République Dominicaine) attire l'attention de la Commission sur le projet de résolution présenté par sa délégation, et qui fait l'objet du document A/AC.53/L.51. Il invite la Commission à étudier ce projet en détail, car chaque paragraphe traite d'un des aspects du problème de la façon la plus pratique et la plus simple. Il estime que, si ce projet est adopté, l'action que les Nations Unies auront à entreprendre constituera sans doute le minimum que l'Organisation puisse accomplir pour résoudre le douloureux problème du rapatriement des enfants grecs.

12. Il rappelle que la délégation de la République Dominicaine n'a jamais manqué d'affirmer la position inébranlable du peuple et du gouvernement de cet État en présence de la question des enfants grecs. L'intérêt de la République Dominicaine s'est traduit notamment par l'action des organisations officielles et privées de ce pays. En présentant son projet de résolution, la délégation de la République Dominicaine a été mue par la préoccupation constante de son gouvernement relativement aux événements dramatiques qui ont causé la destruction matérielle d'un très grand nombre de foyers grecs et la dispersion involontaire de familles qui n'ont pu reconstruire leur foyer. C'est pourquoi le projet de résolution présenté tient compte de toutes les causes et de tous les éléments de la situation des enfants grecs. M. Salazar adresse un appel à tous les gouvernements directement intéressés, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies, pour qu'ils s'inspirent de sentiments humanitaires et mettent fin à la tragédie qui fait qu'à l'heure actuelle les liens légitimes de la famille n'ont pu encore être renoués, après des années de séparation et de misère.

13. En terminant, M. Salazar demande à toutes les délégations d'appuyer le projet de résolution présenté par sa

délégation pour mettre fin à un problème pénible en imposant une solution de justice.

14. M. VAN GLABBEKE (Belgique) dit que la délégation de la Belgique aborde ce douloureux débat, non seulement avec un sentiment de tristesse, de déception et d'amertume, mais aussi avec une grande inquiétude, car elle craint que les pays qui font obstacle à la solution du problème ne préparent une nouvelle guerre.

15. Avant de procéder à une analyse des documents dont la Commission est saisie, la délégation belge considère qu'il convient de rappeler certains éléments du problème. C'est le 27 novembre 1948 que l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 193 C (III) recommandant le retour en Grèce des enfants grecs éloignés de leurs foyers lorsque ces enfants, leur père ou mère, ou à défaut, leur plus proche parent, en manifestent la volonté, et invitant tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et les autres États sur le territoire desquels se trouvent ces enfants à prendre les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la recommandation.

16. Cette résolution appelle de la part de la délégation belge un double commentaire. Il convient de souligner tout d'abord que la résolution n'envisageait que le seul retour en Grèce des enfants grecs. Le problème du rapatriement était donc expressément limité au retour des enfants grecs dans leur pays d'origine. Cette importante limitation avait été admise par tous les États Membres et, par conséquent, par l'URSS, par la Pologne et par la Tchécoslovaquie. Il convient également de remarquer que la résolution invitait expressément les États Membres à prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. En votant ladite résolution, l'Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie acceptaient de prendre ces mesures. On est donc en droit de se demander quelles mesures ont prises l'Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie entre le 27 novembre 1948, date de la première résolution de l'Assemblée, et le 18 novembre 1949, date de la deuxième résolution de l'Assemblée, pour assurer le rapatriement des enfants grecs. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'autorité de l'URSS est très grande dans les pays de démocratie populaire et que, si le Gouvernement de Moscou avait insisté, comme il en avait le devoir, auprès des gouvernements de ces pays pour que les enfants grecs qui s'y trouvent fussent renvoyés dans leurs foyers, il y a longtemps que le problème serait résolu.

17. La résolution du 27 novembre 1948 n'ayant pratiquement abouti à aucun résultat, l'Assemblée générale adopta, le 18 novembre 1949, la résolution 288 B (IV). Après avoir constaté que les enfants grecs n'avaient pas encore été renvoyés dans leurs foyers, l'Assemblée générale invitait instamment tous les États Membres des Nations Unies et les autres États qui donnaient asile à des enfants grecs à prendre toutes dispositions, en consultation et en collaboration avec les organisations internationales de la Croix-Rouge, pour faciliter le retour rapide des enfants dans leurs foyers, conformément à la résolution 193 C (III) de l'Assemblée générale. Cette deuxième résolution appelle également, de la part de la délégation belge, certains commentaires. En effet, le texte de la nouvelle résolution indiquait une fois de plus que le problème du rapatriement des enfants grecs restait strictement limité au retour en Grèce des enfants grecs se trouvant encore dans les pays d'hébergement. L'allusion directe à la résolution 193 C (III) de l'Assemblée ne peut laisser subsister aucun doute à ce sujet. En raison de la carence totale des États hébergeant des enfants grecs, la résolution revêtait un caractère plus impératif. Il n'y est plus seulement question, en effet, du retour des enfants grecs dans leurs foyers, mais du retour rapide

de ces enfants. Enfin, cette résolution prévoyait que les États invités à prendre toutes dispositions pour faciliter le retour rapide des enfants grecs devaient agir en consultation et en collaboration avec les organisations internationales de la Croix-Rouge. Une fois encore, on peut se demander ce qu'ont fait les Gouvernements de Moscou et de Prague entre le 18 novembre 1949, date de la deuxième résolution de l'Assemblée, et le 1<sup>er</sup> décembre 1950, date de la troisième résolution de l'Assemblée, pour se conformer aux directives de l'Assemblée générale.

18. C'est le 1<sup>er</sup> décembre 1950, en effet, que l'Assemblée adopta sa troisième résolution relative au rapatriement des enfants grecs, la résolution 382 C (V). Après avoir pris acte avec une vive inquiétude du fait qu'aucun enfant grec n'était retourné en Grèce et que, à l'exception de la Yougoslavie, aucun des pays où se trouvent des enfants grecs n'avait pris des mesures fermes pour se conformer aux résolutions précédemment adoptées par l'Assemblée générale, l'Assemblée invitait instamment tous les États qui donnent asile à des enfants grecs à prendre toutes dispositions nécessaires, en collaboration avec le Secrétaire général et les organisations internationales de la Croix-Rouge pour faciliter le retour rapide des enfants auprès de leurs parents et, chaque fois que cela serait nécessaire, à accorder à cette fin le libre accès de leur territoire aux organisations internationales de la Croix-Rouge. Par la même résolution, l'Assemblée créait en outre une commission permanente chargée d'agir en consultation avec le Secrétaire général et de procéder à des échanges de vues avec les représentants des États intéressés en vue du prompt rapatriement des enfants. Enfin, l'Assemblée priait le Secrétaire général et les organisations internationales de la Croix-Rouge de présenter des rapports sur la question à la sixième session de l'Assemblée générale.

19. Tels sont les faits qui sont à l'origine du mémoire du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (A/1848), du troisième rapport général d'activité de ces organisations (A/1932) et du rapport du Secrétaire général sur la question du rapatriement des enfants grecs (A/1933). Il convient de rappeler également que le rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1950 au 30 juin 1951 (A/1844) et le rapport de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans (A/1857), contiennent des renseignements précis sur le problème du rapatriement des enfants grecs.

20. Pour apprécier comme il convient la substance de ces divers rapports, il n'est pas dépourvu d'intérêt de rappeler certains aspects des débats qui ont eu lieu à la Première Commission au cours de la cinquième session de l'Assemblée générale. A la 394<sup>e</sup> séance de la Première Commission, le représentant de la RSS d'Ukraine a déclaré que son pays, comme tous les autres pays de démocratie populaire, était disposé à résoudre la question du rapatriement des enfants grecs conformément aux dispositions de la résolution 193 C (III) de l'Assemblée générale. Toutefois, le représentant de la RSS d'Ukraine faisait observer que, dans la plupart des cas, les parents des enfants se trouvant dans les pays de démocratie populaire s'étaient abstenus de demander le retour de leurs enfants.

21. A la 395<sup>e</sup> séance de la Première Commission, le représentant de l'Union soviétique fit connaître le point de vue de sa délégation, suivant lequel l'URSS continuait à croire que le rapatriement des enfants grecs devait avoir lieu dans les conditions prévues par les résolutions de l'Assemblée générale. Mais il ajoutait que les listes d'enfants soumises par le Gouvernement grec étaient sujettes à caution et que, dans ces conditions, les enfants ne pouvaient être rapatriés

tant que les pays d'hébergement n'auraient pas la garantie que les enfants seraient remis directement à leurs parents.

22. A la 396<sup>e</sup> séance de la Première Commission, le représentant de la Belgique a répondu aux arguments des représentants du bloc soviétique. Il a fait observer notamment qu'il était pour le moins surprenant que certains États osent prétendre appliquer le principe du droit d'asile aux milliers d'enfants grecs séparés de leurs familles contre leur propre volonté. Le représentant de la Pologne ayant prétendu que les enfants grecs étaient mieux traités dans les pays d'hébergement qu'ils ne pourraient l'être dans leur propre pays et que, par conséquent, leur intérêt commandait de ne pas les rapatrier, le représentant de la Belgique a fait observer que c'était sans titre ni droit que les autorités gouvernementales des pays d'hébergement se substituaient ainsi aux représentants légitimes des enfants et qu'au surplus, si les conditions de vie en Grèce étaient difficiles, rien ne permettait d'en conclure qu'il y avait intérêt pour les enfants à rester dans les pays d'hébergement.

23. Le représentant de la Pologne ayant également fait valoir qu'il fallait laisser aux pays d'hébergement le temps nécessaire pour dresser les listes d'enfants à rapatrier et pour effectuer les enquêtes en vue de déterminer si les revendications des parents étaient fondées, le représentant de la Belgique a réfuté cet argument. Les pays d'hébergement avaient déjà, à ce moment-là, disposé de près de trois années pour rédiger ces listes, et ils avaient en outre la possibilité de recourir aux bons offices des organismes internationaux de la Croix-Rouge pour se faire assister dans le travail de vérification de ces listes. A cette même séance, le représentant de l'Australie rappela que certains gouvernements avaient nié la présence d'enfants grecs sur leur territoire, en dépit de preuves irréfutables du contraire, et il signala que des retards injustifiables avaient été constatés dans les réponses aux enquêtes faites par la Croix-Rouge. Il ajouta même que certains gouvernements avaient refusé d'envoyer des représentants aux conférences organisées par la Croix-Rouge internationale et avaient refusé dans certains cas de délivrer les visas nécessaires aux représentants de cette organisation pour se rendre sur place. Le représentant de l'Australie déclarait qu'il ne pouvait pas comprendre un tel manque de coopération de la part de pays qui avaient accepté le principe du retour des enfants grecs dans leurs foyers. Après une émouvante intervention de la représentante de la République Dominicaine, qui se fit l'interprète de la vive anxiété soulevée chez les femmes du monde entier par la question du rapatriement des enfants grecs, le représentant de la Tchécoslovaquie signala que les entretiens avaient eu lieu dans son pays avec les représentants de la Croix-Rouge internationale au sujet du rapatriement des 138 enfants grecs hébergés en Tchécoslovaquie. Ce sont ces mêmes enfants dont il est question dans le rapport de la Commission permanente (A/AC.53/L.44), soumis à la Commission par le représentant des Philippines. M. Pisek attribuait le retard apporté au rapatriement des enfants à l'impossibilité d'établir l'authenticité des listes présentées par les autorités helléniques. Il exprimait même la crainte que le Gouvernement d'Athènes ne remette pas les enfants à leurs familles, mais les envoie dans des camps préparés à leur intention dans les îles de la mer Egée.

24. Le représentant de la Belgique tient à déclarer qu'il résulte, sans discussion possible, des rapports dont la Commission est saisie que cette crainte est dénuée de tout fondement. Il est, en effet, acquis que les enfants grecs rapatriés de Yougoslavie ont été effectivement remis à leurs familles dans les meilleures conditions possibles.

25. A la 396<sup>e</sup> séance de la Première Commission tenue le 14 novembre 1950, le représentant des Pays-Bas fit observer

à juste titre combien il était pénible de constater que les États hébergeant des enfants grecs n'avaient pendant deux ans pris aucune mesure pour assurer le rapatriement de ces enfants, bien que ces États en aient accepté le principe. Au cours de la même séance, M. Politis, représentant de la Grèce, rappela fort à propos que le Gouvernement de la Bulgarie, après avoir autorisé les représentants de la Croix-Rouge internationale à se rendre sur son territoire, n'avait jamais communiqué la liste des enfants grecs hébergés en Bulgarie et qu'il n'avait envoyé aucun délégué à une conférence sur le rapatriement des enfants grecs, tenue le 10 mars 1950 à Genève. Quant à la Roumanie et à la Hongrie, elles avaient refusé l'accès de leur territoire aux représentants de la Croix-Rouge internationale. La Tchécoslovaquie, qui avait identifié 138 enfants grecs se trouvant sur son territoire, s'était abstenue de les rapatrier, bien que toutes les conditions mises à ce rapatriement aient été dûment remplies par le Gouvernement grec, sous le contrôle de la Croix-Rouge internationale. Enfin, après avoir signalé que la Croix-Rouge de Pologne ainsi que les autorités albanaises avaient affirmé qu'aucun enfant grec ne se trouvait en Pologne ou en Albanie, le représentant de la Grèce précisa qu'il y avait des milliers d'enfants grecs sur le territoire de l'URSS et sur le territoire de l'Allemagne orientale occupé par les armées soviétiques. L'Union soviétique n'a jamais démenti cette affirmation.

26. A la 398<sup>e</sup> séance de la Première Commission, tenue le 15 novembre 1950, le représentant de l'Union soviétique, sans rétracter expressément les déclarations favorables au rapatriement qu'il avait faites l'avant-veille, exprima à nouveau la crainte que les enfants grecs ne soient pas rendus à leurs familles, mais placés dans des camps par le Gouvernement hellénique. Il exprima, d'autre part, des critiques sur la façon dont les listes d'enfants avaient été établies par ce gouvernement. Le représentant de la Belgique fit observer qu'il n'y avait rien d'étonnant que des erreurs se soient glissées dans des listes portant sur environ 28.000 noms d'enfants. A l'observation suivant laquelle bon nombre de ces enfants avaient déjà atteint l'âge de 19 ou 20 ans, le représentant de la Belgique répliqua que cela ne changeait rien au problème, dès l'instant où il y avait demande régulière de rapatriement. Le représentant de la Pologne, prenant à nouveau la parole à la 398<sup>e</sup> séance de la Première Commission, déclarait que sa délégation n'ignorait pas les aspects humanitaires du problème et reconnaissait que les enfants devaient retourner dans leurs foyers. Il ajoutait que tous les États hébergeant des enfants grecs étaient disposés à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale, mais qu'ils avaient accepté la responsabilité des enfants et devaient, par conséquent, veiller à ce que les clauses de ces résolutions fussent observées. Enfin, le représentant de la Pologne, abandonnant l'argument suivant lequel les enfants se trouvaient mieux dans les pays d'hébergement qu'en Grèce, convenait que le contraste entre les situations respectives des pays n'était pas un argument valable.

27. A la 313<sup>e</sup> séance plénière de l'Assemblée générale, le représentant de la Tchécoslovaquie confirmait que son pays restait disposé à rapatrier les enfants grecs, moyennant l'engagement que ceux-ci seraient rendus directement à leurs parents et ne seraient l'objet d'aucune mesure de persécution. Au cours de cette même séance, le représentant de la Pologne déclarait que les enfants devraient rejoindre leurs familles lorsque celles-ci en exprimaient le désir formel, conformément au principe énoncé dans la résolution adoptée en 1948 par l'Assemblée générale et confirmé dans la résolution de 1949. Il ajoutait que les pays d'hébergement avaient le droit d'exiger, d'une part, des garanties d'authenticité des demandes de rapatriement et, d'autre part, la garantie que les enfants ne seraient pas envoyés

dans des camps, mais seraient rendus à leurs familles. En expliquant son vote, M. Katz-Suchy disait encore que sa délégation considérait comme abominable le fait de se servir du sort des enfants grecs à des fins de propagande politique.

28. Sur ce point, le représentant de la Belgique tient à citer des extraits d'une lettre adressée par M. Zachariadès, Secrétaire général du Parti communiste grec, aux enfants grecs se trouvant en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Dans cette lettre, M. Zachariadès rappelle aux enfants grecs qu'ils sont les combattants d'une armée qui libérera le peuple grec. Il les invite à aimer de toute leur âme l'URSS, qui est leur véritable patrie, à apprendre le russe, à haïr les oppresseurs anglo-américains et les monarcho-fascistes. Il leur rappelle que l'expérience qu'ils acquièrent a surtout pour but de faire d'eux de meilleurs combattants pour la libération et la reconstruction socialiste — en réalité communiste — de la Grèce. Il les invite, enfin, lors du combat qu'ils seront appelés à mener pour une Grèce libre et socialiste, à compléter et à couronner les enseignements qu'ils reçoivent. Une telle lettre se passe de tout commentaire. Inspirer à des enfants des sentiments de haine, fondés sur des motifs politiques, est un véritable crime. Les pays d'hébergement dont les gouvernements autorisent pareille pratique perdent par là même tout droit à reconnaissance pour avoir logé, nourri et habillé ces enfants.

29. Il est fort intéressant de rapprocher les déclarations citées par M. Van Glabbeke des cinq rapports traitant du rapatriement des enfants grecs, qui ont été distribués aux membres de la Commission. M. Van Glabbeke tient à exprimer tout d'abord la gratitude de son gouvernement aux dirigeants et au personnel du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, au Gouvernement de la Suède qui a prêté ses bons offices sur le plan diplomatique, au Secrétaire général de l'Organisation, aux membres de la Commission permanente et notamment à son Président ; par leur dévouement, leur persévérance, leur fermeté et leur tact, ils ont tous bien mérité du monde civilisé.

30. La lecture du premier document, à savoir le mémoire du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (A/1848) est édifiante : elle montre que, pendant plus de deux ans et demi, toutes les méthodes ont été tentées en vain et qu'à l'exception de la Yougoslavie, tous les pays d'hébergement ont systématiquement refusé de collaborer. Les lettres et communications adressées à ces pays sont restées sans réponse, et les demandes de visa adressées par les représentants de la Croix-Rouge internationale ont reçu une réponse négative ou sont demeurées sans effet. Ce document traite notamment du cas des enfants grecs hébergés en Tchécoslovaquie et qui n'ont pas encore été rapatriés. A cet égard, la délégation belge a été très heureuse d'apprendre qu'elle pouvait espérer voir le Gouvernement tchécoslovaque modifier sa position.

31. Le deuxième document, à savoir le rapport annuel du Secrétaire général (A/1844), souligne que ni les Croix-Rouges bulgare, hongroise, roumaine et tchécoslovaque, ni les gouvernements respectifs de ces pays n'ont répondu aux propositions qui leur avaient été faites. Ce rapport contient néanmoins un élément positif, puisqu'il indique que 289 enfants grecs ont été rapatriés de Yougoslavie. Ce chiffre s'élève actuellement à 385. La délégation belge espère que ce mouvement s'accroîtra encore, et elle tient à exprimer d'avance sa gratitude au représentant de la Yougoslavie.

32. Le troisième document est le rapport de la Commission spéciale pour les Balkans en date du 15 août 1951 (A/1857). Il y est dit que des demandes de rapa-

trierement, que les parents avaient introduites en toute liberté et à l'abri de toute pression des autorités grecques, ont été présentées en ce qui concerne 12.172 enfants. Les listes ont été transmises aux sociétés nationales de Croix-Rouges de Bulgarie, de Hongrie, de Roumanie, et de Tchécoslovaquie, qui avaient reconnu que des enfants grecs se trouvaient sur le territoire de leur pays respectif. Ce rapport précise également que les enfants grecs rapatriés de Yougoslavie ont rejoint leurs foyers une semaine après leur arrivée en Grèce et que les difficultés techniques inhérentes au problème n'étaient pas de nature à constituer pendant une si longue période un obstacle au rapatriement.

33. Le quatrième document est le troisième rapport général d'activité du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (A/1932) ; ce rapport donne des renseignements réconfortants sur le rapatriement en cours et sur le cas des rapatriements déjà effectués avec la collaboration du gouvernement et de la Croix-Rouge yougoslaves. Il confirme expressément que les enfants rapatriés sont rendus à leurs parents et qu'ils ne sont pas placés dans des camps d'internement à leur arrivée en Grèce ; cette attestation dément donc formellement certaines allégations que les pays du bloc soviétique avaient formulées lors de la cinquième session. Ce rapport est encore intéressant d'un autre point de vue. Il en ressort, en effet, que les Sociétés de Croix-Rouge nationales de Bulgarie, de Hongrie, de Roumanie et de Tchécoslovaquie qui, depuis des années, n'ont absolument rien fait pour faciliter le rapatriement des enfants grecs et qui, dans la plupart des cas, n'ont même pas répondu aux lettres que leur adressait la Croix-Rouge internationale, réclament elles-mêmes des enfants grecs se trouvant en Yougoslavie. La délégation belge se déclare disposée à examiner ce problème distinct dès qu'il aura été régulièrement porté à l'ordre du jour ; elle envisagerait avec faveur une solution analogue à celle qu'il convient de donner au problème du rapatriement, à condition que les sociétés nationales de Croix-Rouge et le gouvernement de leurs pays respectifs prouvent effectivement leur bonne volonté et leur esprit de coopération en participant activement au rapatriement des enfants grecs se trouvant dans ces pays d'hébergement dont les parents réclament le retour en Grèce.

34. Le cinquième et dernier document officiel est le rapport du Secrétaire général sur le rapatriement des enfants grecs (A/1933). Ce rapport indique que la résolution du 1<sup>er</sup> décembre 1950 a été communiquée aux Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et au Gouvernement dit de la République démocratique allemande. M. Van Glabbeke s'étonne à ce propos que le texte de cette résolution n'ait pas été communiqué au Gouvernement de l'URSS, alors qu'au cours du débat certains orateurs avaient indiqué que des enfants grecs se trouvaient sur le territoire de ce pays. Quoi qu'il en soit, il faut noter que, malgré ces communications, malgré les efforts des organisations internationales de Croix-Rouge et ceux que le Gouvernement suédois a déployés par la voie diplomatique, aucun résultat n'a été obtenu et aucun des gouvernements intéressés n'a fait preuve du désir sincère de collaborer à la recherche d'une solution du problème. Comme le constate le rapport, trois années se sont écoulées sans qu'un seul des enfants se trouvant dans ces pays, à l'exception de la Yougoslavie, ait été rapatrié. Le Secrétaire général, poursuit le rapport, demeure fermement convaincu que l'Assemblée générale considérera cette situation comme très grave et insistera une fois de plus au nom de l'humanité pour que ces enfants soient renvoyés chez eux sans atermoier et sans retard.



35. A ces rapports objectifs et précis, concordants et accablants, que peuvent opposer les adversaires du rapatriement des enfants grecs qui, en violation des résolutions qu'ils avaient votées, n'ont absolument rien fait pour permettre le retour de ces enfants ? M. Van Glabbeke cite tout d'abord une lettre qui aurait été adressée de Budapest le 10 octobre 1951 par vingt parents grecs émigrés dont les enfants se trouveraient en Yougoslavie. La délégation belge tient à préciser, dès l'abord, que ce document est totalement étranger à la seule question en discussion, à savoir celle du rapatriement des enfants grecs, et qu'il doit donc être écarté du débat. A ce document sont jointes vingt-trois lettres d'enfants qui seraient hébergés en Yougoslavie et qui se plaindraient des mauvais traitements qui leur sont infligés ; l'authenticité de ces documents n'a pas été vérifiée ; ils ne pourraient donc être pris en considération que dans la stricte mesure où une enquête impartiale de la Croix-Rouge internationale en aurait révélé le bien-fondé. Comment pourrait-on sérieusement songer à opposer de pareils écrits aux documents officiels rédigés par les plus hautes autorités internationales ? Le second document est un mémoire, transmis par la délégation de Pologne, qui émane de huit organisations prétendument grecques et apparemment communistes, dont le siège n'est pas même indiqué. Ce dernier détail rend à lui seul cette correspondance suspecte. En outre, il s'agit d'un tissu de mensonges, et la délégation belge regrette que le représentant de la Pologne ait assumé la responsabilité de provoquer la communication et la publication de pareils écrits. Pour se convaincre du caractère mensonger de ce document, il suffit d'en lire le chapitre 3, qui accuse le Gouvernement grec de ne poser la question du rapatriement des enfants grecs qu'à des fins de provocation, prétend que les enfants et les parents vivent dans l'angoisse à l'idée de tomber aux mains des "monarcho-fascistes" et souligne que tout honnête homme doit être indigné de ces manœuvres ; on ne peut vraiment pas prendre de tels écrits au sérieux et refuser en même temps d'attacher toute l'importance qui convient aux rapports officiels dont est saisie la Commission. Un tel document ne méritait même pas d'être commenté, et M. Van Glabbeke se bornera à signaler son existence ; cependant, il se réserve d'en donner un commentaire détaillé au cas où il y serait fait allusion au cours des débats.

36. En présence d'une telle incompréhension, on ne peut qu'approuver l'initiative qui a été prise au sein de la Commission politique spéciale le 23 novembre 1950 (6<sup>e</sup> séance), et le vote, par 49 voix contre zéro, avec 5 abstentions, d'une résolution (A/AC.53/L.4/Rev.1) dont l'objet était de tenter d'aboutir à des pourparlers et à une solution favorable. Le 7 janvier 1952, M. Grafström, représentant de la Suède, a signalé (33<sup>e</sup> séance) que la tentative faite pour établir des contacts directs avec les gouvernements des pays d'hébergement avait échoué, et que rien ne s'opposait à ce que la Commission politique spéciale poursuive l'examen de la question. Le lendemain, le Président de cette Commission a annoncé (34<sup>e</sup> séance) que le Gouvernement de la Tchécoslovaquie avait répondu à l'invitation du Président de l'Assemblée générale et que des pourparlers devaient avoir lieu. La délégation belge a appris cette nouvelle avec une profonde émotion.

37. Le dernier rapport de la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs (A/AC.53/L.44) relate ce qui s'est passé depuis lors. Le Président de l'Assemblée générale a adressé une lettre et un télégramme aux Ministres des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie a répondu de façon positive, ce dont toutes les délégations se sont

réjouies très sincèrement. Pour leur part, les Gouvernements de la Hongrie et de la Bulgarie n'ont pas eu l'élémentaire politesse de répondre, ce qui est sans précédent dans l'histoire diplomatique et d'autant plus inadmissible qu'il s'agit de pays qui ont posé leur candidature à l'Organisation, et qui disposent d'observateurs auprès d'elle. Le Gouvernement de la Roumanie a bien répondu, mais il est regrettable de voir un État qui a demandé son admission parmi les Nations Unies refuser de prendre contact avec les Membres de cette Organisation que l'Assemblée générale elle-même avait spécialement désignés pour entreprendre des pourparlers avec ce gouvernement. La réponse du Ministre des affaires étrangères de Roumanie constitue en effet un refus très net de rendre les enfants grecs à leurs parents se trouvant en Grèce. Cette réponse, estime M. Van Glabbeke, ne peut que déshonorer le pays qui l'a rédigée, et il faut espérer que l'observateur de ce pays saura le faire comprendre à son gouvernement.

38. Lorsqu'on examine les déclarations faites au cours des débats, qu'on compare ces débats aux rapports officiels dont est saisie la Commission et qu'on constate les faibles résultats obtenus par la dernière tentative de rapprochement, on en arrive à la conclusion qu'il existe une différence fondamentale entre la conception que les pays du bloc soviétique, d'une part, et tous les autres pays du monde, de l'autre, se font de l'enfance. Pour les pays du bloc soviétique, l'enfant appartient d'abord à l'État, qui veut affirmer son emprise sur l'enfant, alors que, dans tous les autres pays du monde, l'enfant appartient tout d'abord à ses parents. À cet égard, M. Van Glabbeke estime que certaines brochures, qu'il a reçues comme tous les membres de la Commission, sont très significatives. L'une, qui s'intitule *Comment vivent les enfants en Hongrie* contient de nombreuses photographies dont aucune ne montre l'enfant en compagnie de ses parents. Au contraire, l'autre, intitulée *Sauvez les enfants grecs* et contenant des photographies d'enfants revenus de Yougoslavie ne montrent les enfants qu'en compagnie de leurs parents. Pour sa part, le peuple belge juge un pays d'après l'intérêt qu'il porte aux problèmes touchant la mère et l'enfant. M. Van Glabbeke a l'impression que, dans les pays d'obédience communiste, il n'en est pas de même et que c'est l'État qui passe au premier plan.

39. M. Van Glabbeke adresse un vibrant appel à tous les pays intéressés et souligne que, pour sa part, il est prêt à oublier le passé, à la seule condition que, de part et d'autre, on se mette immédiatement au travail pour que, dans le plus bref délai possible, tous les enfants grecs réclamés par leurs parents soient rapatriés et qu'on accorde la priorité aux plus jeunes enfants, qui sont maintenant âgés d'une dizaine d'années. M. Van Glabbeke demeure convaincu qu'il doit être possible de trouver un terrain d'entente entre les deux parties et de résoudre en toute loyauté chacune des difficultés techniques qui pourraient se présenter et retarder le rapatriement des enfants grecs. Les difficultés techniques ou judiciaires sont réelles, mais elles pourront être résolues si les gouvernements intéressés sont animés du désir sincère d'aboutir à une solution du problème.

40. Le moment est venu de faire abstraction de tous les éléments étrangers au problème : il ne s'agit plus de discuter la question de savoir si les enfants grecs ont été évacués pour des raisons de sécurité, ou s'ils ont été enlevés. Il ne s'agit pas non plus de savoir si ces enfants ont été bien ou mal traités dans les pays d'hébergement. La question n'est pas là. Il ne convient pas non plus de parler de prétendu régime de terreur en Grèce, allégations auxquelles on pourrait du reste opposer les exécutions en masse en Chine communiste. Le problème doit être examiné dans le cadre qui lui est propre.

41. M. Van Glabbeke reprend alors les arguments qu'on a fait valoir pour s'opposer au retour des enfants grecs. On a prétendu d'abord que les parents ne réclamaient pas leurs enfants. Or, il est aujourd'hui prouvé que 12.172 parents demandent le retour de leurs enfants et adjurent l'Organisation de les aider. Cet argument se condamne donc lui-même. On a de même affirmé que le rapatriement des enfants devrait être précédé de l'accord des gouvernements intéressés. Or, comment peut-il y avoir accord entre deux gouvernements lorsque l'un refuse l'accès sur son territoire aux délégués de la Croix-Rouge internationale, refuse de répondre aux communications que lui adresse l'Organisation, refuse d'entrer en contact avec la Croix-Rouge internationale, en un mot refuse de donner son accord ? On a prétendu que les listes contenant le nom des enfants à rapatrier ont soulevé des doutes sérieux. Mais ces listes ont été établies depuis plus de trois ans. Les gouvernements intéressés ont donc eu tout le temps nécessaire pour les vérifier comme ils l'entendaient, poser toutes les questions nécessaires, ordonner toutes les enquêtes qui leur paraissaient justifiées. Ces enquêtes peuvent, même maintenant, être entreprises par les autorités de la Croix-Rouge internationale les plus éminentes ; or, au lieu de s'attacher à cette tâche, les gouvernements intéressés ne répondent pas et n'accusent même pas réception des dossiers qu'on leur envoie. Un autre argument est celui selon lequel les enfants ne seraient pas rendus à leurs parents, mais jetés en prison. Cet argument est actuellement réduit à néant, puisque les rapports élaborés par les hommes les plus éminents certifient que les enfants revenus de la Yougoslavie ont été immédiatement rendus à leur famille, dans les meilleures conditions possibles, après une visite médicale. Enfin, on a prétendu que les enfants seraient mieux dans les pays d'hébergement que dans leur propre patrie. M. Van Glabbeke a déjà eu l'occasion de démontrer que le représentant de la Pologne lui-même avait dû abandonner cet argument. On prétend encore que le Gouvernement d'Athènes est un gouvernement monarcho-fasciste et que, par conséquent, les enfants ne doivent être renvoyés en Grèce que le jour où un autre gouvernement arrivera au pouvoir. Mais il s'agit là d'une ingérence très sérieuse dans les affaires d'un autre État. Le représentant de l'URSS, dont le gouvernement fait preuve en la matière d'une si vive susceptibilité, ne peut rester insensible à la réplique de la Belgique à cet argument.

42. La délégation belge estime avoir le droit de parler comme elle le fait ; la Belgique a hébergé des enfants hongrois et, lors de la guerre civile d'Espagne, des enfants espagnols. Ces enfants ont reçu des familles belges un accueil chaleureux, et, bien souvent, leur rapatriement a entraîné des drames douloureux pour ceux qui les avaient hébergés. Cependant, et bien qu'à l'époque il y ait eu en Belgique un mouvement d'opinion fortement hostile au gouvernement Franco, les familles qui avaient accueilli ces petits réfugiés ont estimé qu'elles avaient le devoir moral de les rendre à leur parents, et, malgré leur douleur, elles se sont inclinées.

43. Aucun des arguments précédemment avancés et rappelés par M. Van Glabbeke ne saurait donc être valable ; on ne peut non plus prétendre que les difficultés techniques qui se posent sont insurmontables. Ces difficultés existent, mais rien ne saurait justifier qu'on refuse aux représentants de la Croix-Rouge internationale le visa qui leur permettra d'entrer sur le territoire des pays intéressés.

44. En conclusion, M. Van Glabbeke souligne que, malgré toutes les déceptions et malgré tous les obstacles, la délégation belge continue de penser qu'il demeure possible de trouver sur le plan humanitaire la solution que réclame la conscience du monde. Les pays qui refuseront de collaborer doivent être irrémédiablement flétris. La délégation belge est favorable à tout projet de résolution qui comporterait des données analogues à celles qu'énonce le projet de résolution de la République Dominicaine. Elle demeure convaincue que, comme le déclare le troisième rapport des organisations internationales de la Croix-Rouge, malgré tous les obstacles rencontrés, il ne faut pas encore désespérer du résultat final. La délégation belge adresse un pressant appel au Gouvernement de l'URSS, lui demandant de faire usage de l'autorité et du pouvoir dont il dispose dans les pays où se trouvent des enfants grecs, pour qu'il soit enfin mis fin au martyre des mères grecques. Si l'URSS accorde sa puissante protection à cette action, M. Van Glabbeke est convaincu qu'elle se grandira aux yeux du monde.

La séance est levée à 13 h. 50